

MATERNELLE

UN PARADIS PAVÉ DE MAUVAISES INTENTIONS

L'école maternelle est à nouveau menacée. L'offensive est fort habilement orchestrée, au nom d'une prétendue diversité des talents et d'un bien-être individuel opposé à la transmission d'une culture commune.

Les assises pour une « école du langage et de l'épanouissement » ont été confiées à un psychiatre, B. Cyrulnik, aux yeux de qui « l'attachement » prime sur le diplôme. Elles font écho à une note de France stratégie, *Un nouvel âge pour la maternelle*, qui préconise la création de structures d'accueil pour tous les enfants de 1 à 5 ans, encadrées par des enseignants et d'autres professionnels de la petite enfance alors que paraît un décret qui stipule que des agents territoriaux pourront désormais « participer à la mise en œuvre des activités pédagogiques ».

La promotion du développement personnel est une habile manœuvre (qui s'y opposerait ?) mais un mensonge social, au même titre que l'égalité des chances, et vise à réduire le rôle de l'école publique en transformant les différences en inégalités. Des décennies de travaux l'attestent : l'entrée dans les apprentissages n'est ni naturelle ni spontanée et c'est bien la plus ou moins grande familiarité des enfants avec l'univers scolaire qui explique le creusement des écarts. Faire le choix d'un retour à des conceptions didactiques et pédagogiques récusées tant par les chercheurs que par les professionnels, c'est faire le choix de l'institutionnalisation des inégalités par des prescriptions qui ont fait la preuve de leur inefficacité, voire de leur nocivité.

Les enfants ont besoin, pour devenir élèves – et ils en sont tous capables – d'une sécurité matérielle, psychologique et également intellectuelle. Le rôle de l'école maternelle est de les outiller tous, et en s'adaptant à leur âge, pour qu'ils entrent, tous, dans les apprentissages scolaires. L'exigence d'une formation des enseignants en lien avec les différents champs de la recherche universitaire et pédagogique est celle d'un projet de véritable démocratisation où le métier d'enseignant trouvera son sens.

Christine Passerieux

rédactrice de la revue *Carnets rouges*

R
E
N
D
E
Z
-
V
O
U
S

22 mai

**journée de mobilisation
pour la fonction publique
grève et manifestations partout
en France à l'appel des
9 organisations syndicales
de la Fonction publique**

26 mai

**marée populaire
pour l'égalité, la justice
sociale et la solidarité**



coups de clairon, coups de menton et coups de bâton...

Blanquer affiche la volonté de « repenser l'école maternelle ». Sans évaluation préalable des nouveaux programmes de 2015, il a convoqué en mars dernier des assises de la maternelle supervisées par le neuropsychiatre Boris Cyrulnik.

Le coup de clairon : la maternelle obligatoire à 3 ans, effet d'annonce

Proclamer la maternelle obligatoire à partir de 3 ans enfonce une porte déjà ouverte : en 2016, seuls 2,4% de la classe d'âge n'ont pas été intégrés à la petite section : il s'agit en partie d'enfants handicapés qui ne peuvent être accueillis, faute d'auxiliaires de vie scolaire (AVS) dans les écoles.

Mais en mettant l'accent sur la scolarisation des 3 ans, le ministre fait coup double. Il reprend une revendication traditionnelle à gauche, en l'amputant de deux volets essentiels en ce qui concerne notre projet communiste : la possibilité d'entrer à l'école dès l'âge de deux ans ; l'allongement de la scolarité par les deux bouts jusqu'à 18 ans, qui inscrit clairement les apprentissages préélémentaires dans un processus continu et cohérent d'élévation de la formation initiale, au lieu d'en faire un monde à part. Brouillage idéologique fondateur de LREM.

Il centre l'attention sur un objectif déjà largement atteint, ce qui permet d'occulter les zones d'ombre : régression de la scolarisation des 2 ans ; effectifs des classes élevés ; réduction du temps scolaire en maternelle aussi ; suppression de classes en milieu rural ; floraison de structures privées. Au final, c'est bien à une dégradation de l'accueil dans le système scolaire public des moins de 6 ans, comme de leurs aînés, qu'on assiste. Habituel maquillage par effet de communication.

ON N'ATTRAPE PAS LES ATSEM avec du miel

Selon une méthode éprouvée, le gouvernement tente de prendre appui sur de justes revendications de personnels pour servir ses propres objectifs.

Un décret vient enfin de reconnaître le rôle éducatif des ATSEM. Bonne nouvelle ! Mais en leur donnant la possibilité de mettre en œuvre des activités pédagogiques, il s'agit surtout de leur confier des missions nouvelles sans augmentation de salaire ni formation supplémentaire et de les mettre en concurrence avec les enseignants.

Ce qui se dessine, c'est un transfert progressif de l'activité professionnelle des enseignants de maternelle vers des personnels de catégorie C financés par les collectivités locales.

Le décret ouvre la perspective de recrutements davantage liés à des capacités personnelles qu'à un niveau de diplôme alors même qu'il faudrait développer la formation des professionnels en affirmant la spécificité professionnelle des enseignants de maternelle et la nécessité d'une spécialisation des formateurs.

Développer les métiers de la petite enfance, ce n'est pas les confondre avec ceux de l'enseignement, c'est permettre une complémentarité respectueuse de leurs spécificités, dans des conditions qui en permettent reconnaissance et maîtrise.

D'AUTRES VÉRITÉS... chiffrées

La dépense par élève en maternelle (6237 €) est inférieure à la moyenne européenne (7113 €). Le taux d'encadrement est de 1 enseignant pour 23 élèves quand la moyenne européenne est de 1 pour 13.

Comment scolariser des enfants de 3 ans dans de bonnes conditions dans des classes de 28 à 30 élèves ?

Et comment scolariser les enfants de 2 ans ? On est passé d'1/3 des enfants scolarisés en 2000 à 11,6% en 2016...

En supprimant cette année 850 postes en maternelle (et 800 postes en milieu rural) pour alimenter les dédoublements en CP et en CE1, on peine à croire que le nombre d'élèves par classe va diminuer à l'école maternelle.

Le coup de menton : comment Blanquer instrumentalise la « science »

L'organisation des assises illustre de façon frappante les reculs démocratiques actuels. À monarque providentiel, penseurs labellisés. Pour « repenser la maternelle », pas besoin des enseignants ni de leurs représentants : on est allé chercher le neuropsychiatre Boris Cyrulnik, chargé de révéler d'en haut la vérité scientifique sur la petite enfance. Mépris de la pratique enseignante, mépris de la recherche collective, de ses approches plurielles, mépris des débats contradictoires... Les soi-disant « assises » de la maternelle illustrent une nouvelle fois la dangereuse tendance de Blanquer à convoquer au service des visées politiques du pouvoir la seule science qui l'arrange.

Que dit cette science ? Qu'une éducation heureuse est centrée sur le bien-être individuel, fondé sur une relation harmonieuse avec l'adulte, l'« attachement ». L'enseignant n'a pas besoin d'une formation jugée « trop intellectuelle », il doit simplement aimer les enfants et savoir faire preuve d'empathie. Il suffit d'avoir passé quelques heures dans une classe pour comprendre le désastre auquel de telles déclarations peuvent conduire. Mais on voit aussi leur utilité : plus besoin de former les enseignants, c'est autant d'économies de faites.

Des enseignants moins formés, ce sont aussi des exécutants plus dociles. Charge au ministre d'édicter d'en haut ce qu'il faut déverser dans les cerveaux des enfants heureux. On saura par exemple en lisant ses récentes instructions aux enseignants que rien ne vaut de chanter « un deux trois j'irai dans les bois » pour approcher la numération... Comme si on pouvait apprendre ce que c'est qu'un nombre, comprendre ce que c'est que compter, en récitant une suite de mots. On retrouve le cocktail caractéristique de Blanquer : autoritarisme et réaction au service du libéralisme.

On est bien loin des enjeux et des défis de l'école maternelle. Silence sur la formidable révolution que représente pour un enfant qui entre à l'école la découverte

coups de clairon, coups de menton et coups de bâton...

d'un univers nouveau. Aucune piste pour mieux comprendre ce qui se passe dans la classe, ce que l'élève engage dans son activité individuelle et collective. Le rôle du groupe se résume à des interactions comportementales, il n'est jamais lieu de construction des savoirs. La difficulté d'apprentissage n'est jamais pensée comme un moteur de l'activité pédagogique, mais comme le handicap honteux de ceux qui rencontrent dans leurs pauvres milieux des millions de fois moins de mots que les autres, chiffre implacablement martelé.

Et pourtant, la sécurité intellectuelle, c'est bien le sens donné aux tâtonnements, aux étonnements, aux questions, pas l'engluement ni le conditionnement. Et c'est possible, pour peu qu'on donne aux enseignants la formation nécessaire pour créer des situations d'apprentissage permettant une socialisation scolaire commune des expériences singulières. Ce n'est pas spontané, et c'est un métier.

On voit comment un tel positionnement rencontre la vision politique macroniste de la société. À l'école comme au travail, il ne s'agit pas d'apprendre, de progresser, de construire collectivement des activités qui ont du sens... mais simplement de mettre chacun à sa place en fonction de ses capacités individuelles. Il y a ceux qui réussissent et ceux qui ne sont rien – dès la maternelle. Pour les premiers, de gentils enseignants empathiques suffiront à leur développement. Pour les autres, l'école leur fera connaître dès leur plus jeune âge ce qui est bon pour eux. La seule ambition pour ceux-là, avouée tout crûment dans l'introduction de Cyrulnik, est d'éviter qu'un état de relégation intellectuelle excessif n'en fasse des boulets vivant d'assistanat. **La sécurité affective, oui, mais la justice sociale, l'égalité, l'émancipation collective, sûrement pas !**


NOS PROPOSITIONS

En 2012, les parlementaires communistes ont présenté deux propositions de loi visant à rendre la maternelle obligatoire, à garantir le droit à la scolarité dès 2 ans, et à mettre la maternelle au service de la réussite de toutes et tous (<http://www.senat.fr/leg/pp111-559.html>).

Parce que le développement affectif, moteur, cognitif des enfants de deux ans est très divers, le droit à l'école dès 2 ans doit être pensé dans le cadre d'une offre publique diversifiée, avec la création d'un **service public de la petite enfance** accessible à tous.

Pour que tous les enfants entrent dans les apprentissages, il y a besoin de **plus et mieux d'école** : des classes moins chargées (pas plus de 20 élèves en petite section, pas plus de 15 en toute petite section), des locaux adaptés aux jeunes enfants, des personnels reconnus, mieux payés et mieux formés.

Donner aux enseignants la maîtrise de leur métier, avec une formation spécifique pour les enseignants de maternelle, des salaires revalorisés et du temps libéré pour faire évoluer les pratiques, cela implique de recruter massivement dans l'éducation nationale, pour avoir plus de maîtres que de classes et que chaque enseignant puisse passer moins de temps devant ses élèves.

Le statut des ATSEM et de l'ensemble des métiers d'accompagnement doit être revalorisé en leur donnant accès à des formations de qualité et en reconnaissant la spécificité de leur rôle dans l'équipe pédagogique.

**NOUVEL ÂGE
ou acte de décès ?**

Une note de France stratégie propose « Un nouvel âge pour la maternelle » (Légifrance.gouv.fr.Décret n°2018-152 du 1^{er} mars 2018)

S'appuyant sur le constat des insuffisances de moyens donnés à l'école maternelle française en termes d'effectifs, d'accueil, elle affirme, non qu'il faudrait améliorer lesdits moyens, mais qu'il faudrait ouvrir la perspective d'une structure nouvelle chargée de l'éducation des moins de 6 ans, avec une gouvernance commune (au lieu du partage santé/éducation nationale).

Quelques caractéristiques de cette nouvelle structure : une culture professionnelle commune, laissant plus de place au relationnel et moins aux savoirs académiques, une représentation plus importante des personnels non-enseignants, des financements possibles par les familles en fonction des ressources financières avant 3 ans, des appels à projets...

Comme un air de déjà vu...

Le coup de bâton : dénaturer l'école maternelle et rogner sur la dépense publique, effets d'aubaine

Valoriser l'empathie au détriment des savoirs, c'est **brouiller les spécificités professionnelles** des différents métiers qui interviennent auprès de la petite enfance. Blanquer préconise ainsi l'intervention accrue de personnels moins qualifiés et donc moins payés que les professeurs, les ATSEM (*voir encadré*). Autant d'économies sur les recrutements... et de transfert de charges sur les communes, puisque les ATSEM sont des fonctionnaires municipaux. Encore un facteur d'**inégalités entre les territoires** : quelles villes ont les moyens de rémunérer un ATSEM pour chaque classe de maternelle ?

En faisant dépendre la réussite scolaire de facteurs humains relationnels ainsi que des évolutions biologiques des enfants, l'analyse proposée au nom de la science permet d'**évacuer toute la question sociale des moyens**, qu'il s'agisse des effectifs de classe, de la gratuité, de la santé, du coût d'une formation de qualité...

Réduire l'ambition de l'école au développement de capacités « naturelles » des enfants, renoncer au projet d'une ambition commune à toutes et tous, c'est légitimer la casse de l'école commune et le **développement du marché des écoles « différentes »** – ces écoles qui prennent prétexte de pédagogies alternatives pour vendre aux parents le confort de l'entre-soi. **L'école obligatoire dès 3 ans est un très gros cadeau à ces écoles privées** : les municipalités devront maintenant leur verser les mêmes subventions que celles versées aux maternelles publiques ! Le gouvernement facilite ainsi le transfert de l'action publique à destination des jeunes enfants vers des structures d'économie libérale basées sur des appels d'offre, au détriment de la démocratisation des apprentissages.

À terme, comme le suggère le rapport de France stratégie (*voir encadré*), c'est bien le modèle français de l'école maternelle qui est menacé.

POUR ALLER PLUS LOIN sur la question de la maternelle

Des textes officiels

L'intégralité des actes des assises :

<http://www.education.gouv.fr/cid/128334/assises-de-l-ecole-maternelle-l-instruction-obligatoire-des-3-ans.html>

La note de France stratégies :

<http://www.strategie.gouv.fr/publications/un-nouvel-age-lecole-maternelle>

Dans nos publications

Un article de Christine Passerieux dans le n°3 de *Carnets rouges* :

<http://reseau-ecole.pcf.fr/71453>

La lettre du réseau École de 2011 contenant des propositions pour la maternelle :

http://www.pcf.fr/sites/default/files/ecole-la_lettre_septembre_2011-1.pdf

Nos deux propositions de loi :

<https://www.senat.fr/leg/ppl10-398.html>

<http://www.senat.fr/leg/ppl11-559.html>

Des articles qui nourrissent la réflexion

Sur le lien entre obligation scolaire à 3 ans et financement des écoles privées :

http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/03/27/les-questions-que-pose-l-ecole-obligatoire-a-3-ans_5276952_4355770.html

Sur les enjeux des actuels propositions de réforme et la marchandisation de l'école maternelle :

<https://blogs.mediapart.fr/paul-devin/blog/230318/un-nouvel-age-pour-la-maternelle>

<https://blogs.mediapart.fr/paul-devin/blog/290318/ecole-maternelle-s>

Des analyses syndicales

Un dossier du Snuipp : «Maternelle, qu'est-ce qui se dessine ?» :

<https://www.snuipp.fr/actualites/posts/maternelle-qu-est-ce-qui-se-dessine>

À propos des Atsem, une conférence intersyndicale :

<https://www.anti-k.org/2018/04/18/atsem-conference-de-presse-unitaire-cgt-fa-fpt-fo-snuter-fsu-territoriale-et-sud/>

Un ouvrage de synthèse sur la maternelle

Construire le goût d'apprendre à l'école maternelle, ouvrage collectif coordonné par Christine Passerieux auquel ont contribué des formateurs, des universitaires, des militants du GFEN

Chronique sociale, Lyon - avril 2014

CARNETS ROUGES

quelques idées communistes sur l'Éducation

Parce qu'ils savent ce que lutte de classes veut dire, les dirigeants et représentants du capitalisme version néolibérale mondialisée pensent l'éducation et lui donnent une place centrale dans leur projet.

Penser l'Éducation comme enjeu majeur de la lutte de classes, de l'émancipation possible des travailleurs par eux-mêmes, est alors un impératif, constitutif de tout projet communiste.

Penser cet enjeu, c'est ce à quoi souhaite contribuer ce numéro de *Carnets rouges*, posant ainsi cette double question dans laquelle peut se lire l'enjeu d'un projet communiste socialement émancipateur parce que fondé sur l'Égalité et le «tous capables».

Peut-on aujourd'hui penser le communisme sans penser l'Éducation? Peut-on aujourd'hui penser l'Éducation sans penser le communisme ?



marée populaire du 26 mai

l'éducation en luttés

Maternelle menacée, suppressions de postes, dégradation des conditions de travail, lycée à la carte, menaces sur le baccalauréat, sélection à l'entrée de l'université... L'offensive d'Emmanuel Macron contre le service public d'éducation mérite une réponse d'ampleur!

Le réseau École met à disposition un tract à distribuer dans les salles des profs et dans les cortèges.

